

Burundi : attention particulière pour les groupes à haut risque du Sida

Arrib News, 06/11/2013 – Source Xinhua Des interventions dans la réponse au VIH au Burundi devraient se concentrer sur les groupes à haut risque d'infection au VIH, a indiqué mercredi à Bujumbura la coordinatrice nationale pour la réalisation d'une étude sur les populations à haut risque d'infection au VIH, Mme Diane Mpinganzima, lors d'une séance de présentation de cette enquête. Selon cette étude, réalisée depuis juin dernier, les groupes à haut risque d'infection au Burundi, constitués par la catégorie "Man who have sex with other man" (MSM), estimés au niveau national à 6.333, dont 4.657 dans la capitale avec un taux de prévalence de plus de 22%, et les travailleuses de sexe (TS), qui atteignent un effectif de 27.657, dont 7.092 à Bujumbura avec un taux de prévalence de plus de 5%, peuvent favoriser la contamination de cette maladie.

Une catégorie de consommateurs de drogues injectables estimée à 15 personnes a également été inventoriée lors de cette étude. En outre, un total de 2.460 sites de loisirs où l'on trouve également des partenaires de sexe à travers le pays dont 895 à Bujumbura ont été identifiés. Les facteurs favorisant la contamination du Sida restent la consommation abusive des boissons alcoolisées et des drogues. 81% de ces sites sont favorables à l'introduction des programmes de lutte contre le VIH dans ces établissements et 49% sont favorables à la vente des préservatifs, a noté Mme Mpinganzima. Les lieux de loisirs tels que les hôtels, les bars, les restaurants, les boîtes de nuit ne reçoivent pas assez d'informations sur la lutte contre le Sida, et la disponibilité des préservatifs dans ces endroits restent précaires, a-t-elle déploré. Cette étude, la première au Burundi, vient au moment où le ministère burundais de la Santé publique et de lutte contre le Sida, en collaboration avec ses partenaires, va procéder à la revue du plan stratégique national de lutte contre le Sida 2012- 2016 et à la soumission de la note conceptuelle au Fonds Mondial de la lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose, pour solliciter un financement de trois ans, a encore signalé Mme Mpinganzima.